

Immigration : Interview du spécialiste Jean-Paul Gourévitch

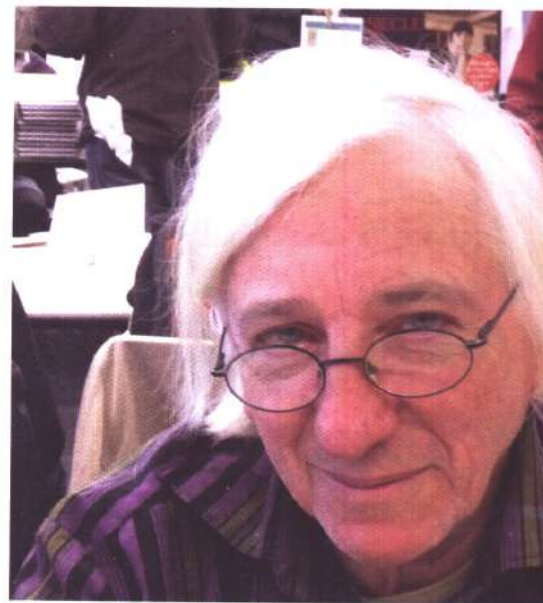
On ne présente plus Jean-Paul Gourévitch en France. Auteur de plusieurs ouvrages, il est bien connu des lecteurs d'Afrique Education où nous présentons certains de ses ouvrages, pas tous, car il en sort beaucoup et tout le temps. Les Africains sont très mal à l'aise devant la tournure que ne cesse de prendre la campagne présidentielle. C'est comme s'ils étaient les principaux responsables des difficultés que la France rencontre. Aujourd'hui où l'un des candidats a lancé l'idée de « Grand Remplacement », expression qui est reprise presque en chœur (soit pour l'accepter soit pour la condamner) par la quasi-totalité des candidats, nous avons fait appel à Jean-Paul Gourévitch dont les thèses sur l'immigration en France, font autorité car il est toujours resté rigoureusement scientifique dans ses analyses, en faisant très attention aux partis pris, afin qu'il nous éclaire sur ce débat sur l'immigration qui fait que, ce qui se dit en France, aujourd'hui, pousse à dire que la France n'est plus la France.

Afrique Education : *Le climat socio-politique est très mauvais à quelques semaines de l'élection présidentielle. Les thèmes de l'immigration et de la sécurité ont complètement pollué le débat. Quelle est la situation qui prévaut en France actuellement ? Quels sont les chiffres que le scientifique que vous êtes, propose et quelle est l'analyse que vous en faites ?*

Jean-Paul Gourévitch : Il est exact que l'amalgame des 3 I (Immigration, Islamisme, Insécurité) asséné sans discernement par certains, contribue à droitiser et parfois à polluer le débat public. Cela vient à mon avis du fait qu'on a longtemps pratiqué la politique du déni en camouflant ou maquillant les chiffres et que l'opinion publique, très sensible, voit une contradiction entre ce que les grands médias lui racontent et ce qu'elle vit au quotidien. Pour cela, l'antidote ce sont justement, les chiffres établis le plus

loyalement et précisément possible. Il y a en France, DROM compris, aujourd'hui, environ 8,4 millions d'immigrés réguliers, plus environ, 600 000 migrants irréguliers, plus 9 millions de descendants directs d'immigrés si comme moi, on ne compte que pour moitié, ceux issus d'un couple mixte. C'est trois fois plus qu'il y a vingt ans, mais cela ne représente qu'environ un quart de la population résidente. Il en est de même pour l'Oumma, l'ensemble de la communauté qui se rattache à l'islam. Elle compte, aujourd'hui, comme je l'ai démontré en croisant trois approches scientifiques, environ, 9 millions de membres en comptant les enfants et les agnostiques et non 5 ou 6 comme la pensée dominante le psittacise depuis près de 20 ans, alors que l'opinion publique consultée par sondage imagine, au contraire, qu'ils sont entre 20 et 31%.

Beaucoup de ces immigrés et leurs descendants vivent sans pro-



Jean-Paul Gourévitch.

blèmes dans le pays où ils ont choisi de s'établir. Mais, une minorité très active, souvent, mais pas toujours proche des islamistes, souvent, mais pas toujours liée aux trafics de l'économie informelle, attise la haine d'une France kouffar qui refuserait la repentance qu'elle réclame pour son action pendant la colonisation et surfe sur le senti-

ment de victimisation qu'elle contribue à vivifier.

Le risque majeur est, comme divers reportages l'ont montré, que quand ces minoritaires deviennent majoritaires dans certaines agglomérations (Trappes, Roubaix), ils tendent à imposer leurs lois et leurs valeurs. Dans ces cas, comme je l'avais annoncé, avant que **Gérard Colomb** ne reprenne ma formule - mais je ne demande pas de droits d'auteur - on passe du côté-à-côté au face à face, puis, à une sécession de fait de certains territoires où la police est bien en peine de pratiquer la « reconquête républicaine ».

La France vit un climat de haine envers les immigrés. Le candidat, Eric Zemmour, dont vous suivez le parcours en tant que scientifique, n'en est-il pas responsable parce que même avec le Front national devenu Rassemblement national, la France n'avait jamais atteint un tel niveau de discours haineux ?

Je n'utiliserai pas le mot de *haine* qui est très brutal et ne peut s'appliquer à toute la nation. Je parlerais plutôt d'un phénomène de rejet d'une partie de la population autochtone qui n'accepte pas d'être minoritaire ou de risquer de le devenir. Souvenons-nous du slogan martelé dans les manifestations : « On est chez nous ici ! ».

Quelle est la responsabilité d'**Eric Zemmour** dans ce processus ? Il ne l'a pas créé mais en tant qu'analyste averti, il en a pris la mesure et en tant que candidat à la présidence, il en a fait son fonds de commerce. Comme c'est un remarquable tribun, il multiplie les formules à l'emporte-pièce, sans aucune nuance, persuadé que cela lui gagnera le soutien d'une partie de l'opinion qui adhèrera à son franc-parler.

Que pensez-vous de la théorie du "Grand Remplacement" qui fait débat actuellement ? Est-elle crédible ?

Je me permets de renvoyer à mon

ouvrage *La tentation Zemmour et le Grand Remplacement* (éditions Ovidia novembre 2021). Pour résumer cette théorie dont je fais l'historique depuis l'*Invasion Noire* (**Capitaine Danrit** 1895) jusqu'à **Renaud Camus** (*Le Grand Remplacement* 2011) et qu'**Eric Zemmour** a choisi comme axe de sa campagne, je dirai simplement que toutes les données prouvent que la France vit une transformation démographique et sociétale importante, mais qu'il est impossible d'en conclure que celle-ci va se prolonger sous la même forme et sur le même rythme.

Trop de variables hypothèquent l'avenir : l'impact du bouleversement climatique sur les migrations, celui de la montée de l'islamisme radical dans l'Afrique subsaharienne, mais aussi, les pandémies, le développement de l'immigration virtuelle... N'oublions pas que les futurologues les plus avertis, y compris ceux de la division de la population des Nations-Unies qui, en 2000, ont utilisé les premiers la formule « les migrations de remplacement » se sont toujours trompés. Comme le dit **Hervé le Bras** avec lequel je partage pourtant peu de choses, les prévisions à 50 ans ont 98% de chances d'être fausses.

Certains candidats de l'extrême-droite veulent fermer complètement les frontières de la France. On parle même de construire un "mur". Cela est-il possible ? Et si cela était possible, la France qui est un grand pays exportateur de biens et de services survivrait-elle si les autres pays, notamment, africains lui appliquaient le principe de la réciprocité ?

La construction d'un mur est un slogan politique dont ses promoteurs savent qu'elle est techniquement irréalisable, politiquement inacceptable et géopolitiquement inefficace. Le mur de **Trump**, non terminé, n'a pas empêché des centaines de milliers de Mexicains de passer aux USA. Les clôtures de Ceuta et de



prises d'assaut avec un bilan humain catastrophique. De plus, qui paierait la construction de ce mur dans une Europe divisée comme elle ne l'a jamais été sur sa politique migratoire ?

Les promoteurs de cette idée se gardent bien de soulever la question. Quant à la réciprocité, c'est une bonne idée, mais la part de marché des exportations de la France en Afrique représente, aujourd'hui, moins de 7%.

Les Africains pensent que la France est une partie du problème dans la mesure où ce sont ses politiques de soutien aux dictateurs locaux qui pèsent aujourd'hui dans le débat sur l'immigration. Qu'en pensez-vous ?

Je ne partage pas cette opinion. La règle de la France a toujours été le soutien aux Etats comme principe de stabilité et non aux chefs d'Etat, qu'ils soient élus démocratiquement ou qu'ils gouvernent en dictateurs et parfois les deux. Au beau temps de la « Françafrique » comme je l'ai rappelé dans la France en Afrique 1520-2020, la France intervenait, volontiers, dans la gouvernance des pays. Ce temps, quoi qu'en disent certains, est révolu.

Malheureusement, l'idée persiste et est instrumentalisée par des leaders qui contribuent à développer un sentiment anti-français dans la population.

Le très virulent débat sur l'immigration et l'insécurité en France (et ses conséquences éventuelles sur les immigrés) ne met-il pas en danger les Français qui vivent paisiblement en Afrique, et généralement, de façon confortable ?

En tout cas, il ne facilite pas les relations entre les Français qui vivent en Afrique et une grande partie de la population africaine, qui les regarde avec suspicion. Pourtant, ces Français qui ont, pour quelques-uns, travaillé en Afrique pour les Africains, ne méritent pas ce discrédit. J'en connais certains qui ont des idées très progressistes et qui sont très déçus, surtout, quand ils voient que des Chinois, des Coréens, des Russes, qui ne s'embarrassent pas des droits de l'homme sont davantage respectés, voire, adulés.

Vous réfléchissez depuis des décennies sur la question de l'immigration. Vous avez souvent préconisé des solutions qui, généralement, sont peu suivies. Pourquoi ne vous écoute-t-on pas ?

C'est malheureusement vrai et pas seulement pour moi. Les lanceurs d'alerte s'époumonent dans le désert. Et quand les faits leur donnent raison, ils en sont encore plus désolés. Mais, il y a une explication. Quand vous représentez une institution, que vous avez des responsabilités politiques ou sociales, que vous avez votre place réservée dans les grands médias, on vous écoute. Quand vous êtes un chercheur indépendant et qui a choisi de le rester, vous êtes ostracisé, surtout, quand vous proposez des solutions neuves à des problèmes que d'autres n'ont pu résoudre. Je me souviens trop que quand j'ai publié la France africaine en 2000 ou la croisade islamiste en 2012, qui ne sont pas des ouvrages polé-

miques mais simplement un état des lieux avec des scénarios d'évolution prévisibles, on m'a considéré comme un trublion. On voit aujourd'hui le résultat.

J'ajouterai un point qui dépasse mon cas personnel. Les politiques n'anticipent pas. Ils courent derrière l'évènement et s'essouffent vite parce qu'ils n'ont pas repéré les signes annonciateurs de ce qui allait se produire. Et c'est justement la fonction des lanceurs d'alerte de focaliser l'attention sur eux.

Quelles sont les solutions qui doivent être appliquées par les hommes politiques pour remédier à cette situation ?

La question est tellement complexe qu'elle mériterait un développement qui n'aurait pas sa place ici. Pour résumer, il faudrait sans doute :

- en finir avec le déni de réalité, la novlangue, la désinformation, l'entre-soi de l'information. Le peuple français est adulte. Il est parfaitement capable de comprendre des enjeux et on l'a vu avec l'attitude de la majorité des Français de toutes origines pendant la pandémie.
- en finir avec l'impunité quelle qu'elle soit qu'il s'agisse d'insultes, des violences sexuelles, des atteintes aux personnes et aux biens, des rumeurs infondées ou des calomnies colportées sur des réseaux sociaux ? Ce n'est pas un problème de droite ou de gauche, mais d'une citoyenneté où toute transgression assumée doit être sanctionnée immédiatement. C'est en tout cas le seul moyen de redonner confiance dans les lois, la justice et la police de notre pays. Et finalement, dans l'action politique.
- enfin, dans les relations africaines, prendre appui sur les diasporas qui sont l'interface entre pays d'origine et pays d'accueil, qui peuvent donc apporter beaucoup à l'un comme à l'autre, et qui représentent plus de 12 millions de per-

LA FRANCE en AFRIQUE

Cinq siècles de présence : vérités et mensonges

Jean-Paul Gourévitch



ACROPOLE

sonnes en France qui ne sont pas vraiment représentées, pas souvent, écoutées, pas du tout soutenues. L'Europe de demain ne se fera pas sans l'Afrique et surtout pas contre elle.

Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Juste un clin d'œil à mes amis sénégalais, burkinabés et de toute l'Afrique francophone. Leur conduite exemplaire pendant la CAN (Coupe d'Afrique des nations) que j'ai évidemment suivie, malgré le drame de Yaoundé (huit morts lors d'une bousculade survenue au stade d'Olembé avant le match Cameroun-Comores, ndlr), loin des débordements constatés régulièrement dans des stades français, montre qu'on peut se confronter loyalement mais sans complaisance, en dehors de tout racisme et de toute discrimination, et qu'au-delà même du sport, c'est un challenge à relever pour tous ceux qui persistent à penser que la planète est le bien de tous. ■

Propos recueillis par
Jean Paul Tédga

Derniers ouvrages parus : *La tentation Zemmour et le Grand Remplacement* (Ovadia novembre 2021) et *La France en Afrique 1520-2020* (L'harmattan 2020).